

République du Bénin



Projet de renforcement des capacités d'Adaptation des communes de l'Alibori face aux changements climatiques

Référence : 1215186-03 IDID NGO Project

RAPPORT TECHNIQUE D'ETAPE

(Période du 15 avril au 31 août 2009)

L'équipe de coordination



Septembre 2009

Sommaire

| | |
|---|----|
| Synthèse | 2 |
| Introduction..... | 3 |
| 1. Synthèses des principales réalisations | 4 |
| 2. Les formations | 7 |
| 3. Les émissions radio en langue locale..... | 11 |
| 4. Mise en place des comités de gestion des risques et sinistres liés au climat | 11 |
| Conclusion | 12 |

Synthèse

Le Projet de renforcement des capacités d'adaptation des communes du département de l'Alibori est un projet initié par l'ONG Initiatives pour un Développement Intégré Durable (IDID) et financé par le programme CCDARE (Changement Climatiques et Développement - s'Adapter en Réduisant la vulnérabilité), un programme conjoint PNUE/PNUD pour l'Afrique subsaharienne supporté par le Ministère des Affaires étrangères du Danemark.

Mise en œuvre par l'ONG IDID pour une durée de six mois (avril à octobre 2009), ce projet prévoit une série de formations des acteurs impliqués dans le développement de la commune (cadres techniques des mairies, centre communaux pour la promotion agricole, centres communaux pour la protection de l'environnement, organisations faîtières des producteurs, les organisations de la société civile, etc.) ; la mise en place de comités de gestion des sinistres liés au climat, des sensibilisations à travers des émissions radiodiffusées, la confection de guides pratiques d'orientation pour la prise en compte des options d'adaptation dans les Plans de Développement Communaux (PDC). Les activités réalisées depuis son démarrage à ce jour se présentent comme suit :

1. la prise de contact avec les partenaires et bénéficiaires du projet : tous les maires, cadres techniques ciblés par le projet ont été contactés et informés sur les activités du projet ;
2. la planification et la réalisation des formations sur les changements climatiques destinées aux cadres techniques et organisations faîtières des producteurs ;
3. la planification et la réalisation avec l'Association pour la Promotion de l'Intercommunalité dans le département de l'Alibori (APIDA) de la formation des élus locaux et cadres techniques pour la prise en compte de l'adaptation aux changements climatiques dans l'élaboration des Plans de Développement Communaux ;
4. la planification et la réalisation des émissions radios sur les changements climatiques dans chaque commune ;
5. la prise de contact et la tenue des réunions de cadrage sur la gestion des risques et sinistres liés au climat avec les Comités Communaux de Pré-alerte et d'Adaptation aux changements climatiques ;
6. la mise en ligne des informations du projet CCDARE-IDID.

Il faut retenir que les activités viennent combler un vide senti sur le terrain et répondent très bien aux besoins exprimés par les populations. Le processus d'actualisation des PDC étant très avancé dans le département, les autorités ont souhaité bénéficier d'un appui complémentaire pour une réelle prise en compte de l'adaptation dans les Plans en cours d'élaboration (maîtrise des outils spécifiques de diagnostic par les agents techniques, élaboration des cartes de vulnérabilité et d'adaptation aux changements climatiques).

Il faut enfin souligner que ce projet vient en appui aux activités du Projet de Renforcement des Capacités d'Adaptation des Acteurs Ruraux Béninois face aux Changements Climatiques (PARBCC) financé par le Programme d'Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique (ACCA), initiatives conjointe du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) et le Department for International Development (DFID).

Introduction

Le Projet de renforcement des capacités d'adaptation des communes du département de l'Alibori est un projet initié par l'ONG Initiatives pour un Développement Intégré Durable (IDID) et financé par le programme CCDARE (Changement Climatiques et Développement - s'Adapter en Réduisant la vulnérabilité), un programme conjoint PNUE/PNUD pour l'Afrique subsaharienne supporté par le Ministère des Affaires étrangères du Danemark.

L'objectif global du projet est de renforcer les capacités des communes du département de l'Alibori à mieux s'adapter aux changements climatiques. Les objectifs spécifiques sont :

1. Renforcer les capacités techniques des élus locaux, cadres techniques des mairies, responsables des organisations faîtières des producteurs, Centres Communaux de Promotion Agricole (CeCPA) sur les changements climatiques.
2. Fournir un appui technique aux mairies pour l'intégration des options d'adaptation dans les Plans Annuels d'Investissement et de développement (PAI).
3. Mettre en place dans les communes un système de gestion des risques et des sinistres liés aux changements climatiques.

Trois principaux groupes cibles sont directement concernés par les activités du projet à savoir :

1. les élus locaux : maires, chefs d'arrondissement, chefs village ;
2. les Organisations faîtières des producteurs et les leaders d'opinions : Unions Communales des Producteurs, Unions Communales des Eleveurs, Unions Communales des Artisans, etc. ainsi que leurs représentants au niveau départemental ;
3. les cadres techniques des mairies, des Centres Communaux pour la Promotion Agricole (CeCPA), et autres acteurs de développement intervenant dans le département.

Les activités à développer couvrent les 6 communes du Département de l'Alibori situé dans l'extrême nord du Bénin. Il s'agit des communes de Kandi, Karimama, Ségbana, Malanville, Banikoara et Gogounou. Cette zone est fortement soumise aux effets des phénomènes extrêmes climatiques tels que les vents violents, le raccourcissement de la saison des pluies, les poches de sécheresse en pleine saison pluvieuse, une forte variabilité spatio-temporelle des pluies et les inondations.

Le présent rapport fait le point des principales activités réalisées par le projet durant la période d'avril à août 2009 et présente quelques incidences et perspectives.

1. Synthèses des principales réalisations

L'exécution du projet est faite conformément à la planification globale du projet qui a été ensuite déclinée en planification opérationnelle de commun accord avec les partenaires et bénéficiaires du projet. Les différentes activités réalisées dans la période allant du 15 avril (date de démarrage) au 31 août 2009 sont résumées dans le tableau 1.

Tableau 1: Synthèse des réalisations du projet CCDARE-Bénin /IDID-ONG

| Prévisions | | Réalizations | | | | Observations |
|--|---|---|---|--|---|---|
| Activités prévues | Indicateurs de résultats | Activités Réalisées | Indicateurs de résultats | Période d'exécution et niveau de réalisation | Sources de vérification | |
| Formation des cadres techniques des mairies et des Organisations paysannes | 6 formations organisées (1 par commune) | <ol style="list-style-type: none"> 1. Prise de contact avec les partenaires et bénéficiaires des activités 2. Planification des formations de façon participative et recueil des attentes des bénéficiaires 3. Élaboration des modules de formation 4. Réalisation des formations | <p>7 formations réalisées :</p> <p>6 formations réalisées (1 formation par commune) pour les cadres techniques : 61 personnes formées</p> <p>1 formation pour les responsables des organisations faitières des producteurs : 9 personnes formées ; 6 organisations touchées</p> | Avril à juillet 2009 100 % de réalisation | <p>Rapports de formations</p> <p>Fiche d'activités et de missions</p> | Dans la planification des formations, il s'est révélé plus pertinent de mettre à part les représentants des OP compte tenu de leur niveau d'instruction relativement plus bas |
| Formation des maires et élus locaux (chefs) | 1 formation organisée (6 communes) | 1. Prise de compte avec l'APIDA responsable du processus de | 1 formation réalisée 6 communes touchées | Août 2009 100 % de | Rapport de formation | |

| Prévisions | | Réalizations | | | | Observations |
|---|---|--|---|--|--|--|
| Activités prévues | Indicateurs de résultats | Activités Réalisées | Indicateurs de résultats | Période d'exécution et niveau de réalisation | Sources de vérification | |
| d'arrondissement, village) et leaders d'opinions | touchées) | révision des PDC 2. Planification de la formation 3. Réalisation de la formation incluant les agents techniques en charge de la révision des PDC | 17 élus formés | réalisation | | |
| Séances de sensibilisation sur les changements climatiques (émissions radio en langue locale) | 6 émissions radios réalisées en langue locale (1 par commune) | 1. Identification des participants aux émissions radios 2. Réalisation des émissions radios | 4 émissions réalisées | Juin à août 2009 66 % de réalisation | Rapport d'activités Supports (CD) audio des émissions | Les émissions restantes sont prévues pour le mois de septembre |
| Réunion de concertation avec l'équipe technique de la mairie pour l'intégration des options d'adaptation dans les PAI | 1 réunion organisée (6 communes touchées) 6 PAI actualisés | 1. Prise de contact avec les acteurs concernés 2. Orientation méthodologique avec l'APIDA | 1 réunion de prise de contact organisée | Août 2009 30 % de réalisation | Rapports de mission | La suite de l'activité planifiée pour septembre 2009 |
| Production de fiches techniques (guides) sur | 1 fiche technique produite | 1. Concertation avec l'équipe technique pour l'élaboration de la | 1 plan élaboré | Août 2009 20 % de | Rapport d'activité | La suite de l'activité planifiée pour |

| Prévisions | | Réalizations | | | | Observations |
|--|----------------------------------|---|-----------------------------------|--|-------------------------|---|
| Activités prévues | Indicateurs de résultats | Activités Réalisées | Indicateurs de résultats | Période d'exécution et niveau de réalisation | Sources de vérification | |
| l'intégration des options d'adaptation dans les PAI et plans de développement | 1 000 copies diffusées | <ul style="list-style-type: none"> fiche 2. Identification et prise de contact avec une personne ressource 3. Élaboration du plan de la fiche | | réalisation | Plan élaboré | septembre 2009 |
| Mise en place des comités communaux de gestion des risques et sinistres liés au climat | 6 comités communaux mis en place | <ul style="list-style-type: none"> 1. Prise de contact avec les acteurs concernés 2. Identification des structures compétentes 3. Élaboration du cadre de fonctionnement des comités | 1 cadre de fonctionnement élaboré | Juillet –août 20 % de réalisation | Rapport d'activité | Suite de l'activité planifiée pour septembre – octobre 2009 |
| Organisation de réunions trimestrielles de suivi | 2 réunions organisées | 1 réunion de démarrage organisée | 1 réunion de démarrage organisée | Avril 2009 50 % de réalisation | Rapport de réunion | |
| Appui technique de l'équipe du CCDARE | 1 appui reçu | 1 mission de suivi reçu | 1 appui reçu | Juin 2009 100 % de réalisation | Rapport d'activité | |

2. Les formations

Le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans le développement en matière d'adaptation aux changements climatiques est un passage obligatoire pour réduire la vulnérabilité des populations et communautés à la base.

Les formations prévues dans le cadre du CCDARE ont ciblé un public varié composé de plusieurs impliqués dans le développement local. On distingue :

Au niveau de la mairie :

- Chef Service Affaires Domaniales et Environnementales (C/SADE)
- Chef Service Technique (C/ST)
- Chef Service Développement Local et Planification (C/SDLP)

Au niveau du Centre Communal pour la Promotion Agricole (CeCPA) :

- Responsable Communal pour la Promotion Agricole (RCPA)
- Technicien Spécialisé en Production Végétale (TSPV)
- Technicien Spécialisé en Aménagement et Gestion des Ressources Naturelles (TSAGRN)

Au niveau des organisations faîtières des producteurs :

- Le président
- Le secrétaire

Au niveau de l'Association pour la Promotion de l'Intercommunalité dans le département de l'Alibori (APIDA) :

- Les animateurs de Territoire et leurs assistantes
- Les responsables chargés du processus

On note également la participation des :

- étudiants : 2 étudiants en fin de formation à la faculté d'Agronomie de l'Université de Parakou qui font leurs thèses d'ingénieur sur des thématiques liées au changement climatique dans la département) ;
- membres du comité communal de lutte contre les catastrophes existant dans certaines communes dont Kandi et Karimama

Les formations ont porté sur trois modules différents mais complémentaires à savoir :

1. Causes, manifestations et conséquences des changements climatiques sur le développement socio-économique.
2. Mesures de lutte contre les changements climatiques : quelques stratégies d'adaptation aux changements climatiques.
3. Intégration des options d'adaptation dans la planification du développement : cas des Plans de Développement Communaux.

1. *Causes, manifestations et conséquences des changements climatiques sur le développement socio-économique.*

Ce premier module a permis d'introduire les notions de bases relatives aux changements climatiques au niveau des cadres techniques. Ensuite, un aperçu a été donné sur la réalité des manifestations climatiques à travers des témoignages des participants sur les manifestations observées depuis quelques années au niveau du climat local : décalage des saisons, irrégularité des pluies, forte occurrence des vents violents, baisse de la durée et de l'intensité de l'harmattan, etc.



Ségbana

Certaines conséquences ont été également notées : baisse du régime du fleuve Niger au niveau de Malanville, baisse des rendements agricoles, forte érosion des sols, inondations récurrentes, etc.

Il faut noter que les populations d'une façon générale perçoivent les changements climatiques à travers ces manifestations et conséquences observées au quotidien. Mais cependant ne savent toujours pas situer les causes ni la responsabilité de l'homme dans ces événements.

Erosion hydrique très prononcée – Commune de

Lé département de l'Alibori est la zone agro-écologique la plus vulnérable aux effets néfastes de la désertification et des changements climatiques.



Désertification avancée – Commune de Karimama

Ces conséquences selon les participants sont la résultante de plusieurs facteurs combinés à savoir des mauvaises pratiques culturelles (igname, culture cotonnière surtout) et de la forte pression exercée sur les essences forestières (la principale source d'énergie domestique demeure le bois de chauffe).

Face à ces constats forts alarmants des mesures concrètes doivent être adoptées pour réduire la pression humaine sur l'environnement.

En outre, des informations ont également été données sur les dispositions internationales et nationales prises pour faire face aux changements climatiques. Pour finir, les participants ont exploré de façon participative les impacts potentiels des changements climatiques sur l'atteinte

des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Ceci a permis de susciter à leur niveau la nécessité de se mobiliser pour mieux faire face au phénomène.

2. Mesures de lutte contre les changements climatiques : quelques stratégies d'adaptation aux changements climatiques.

Le deuxième module s'est basé sur des exemples réussis d'adaptation sur le plan international, régional et national. Au niveau national, l'exemple du projet pilote ProCGRN à Ouakè et Tanguiéta ainsi que celui du projet PARBCC dans le département a été donné.



Ces mesures concernent les cordons pierreux suivant les courbes de niveau pour freiner l'érosion hydrique, les brises vents contre les vents violents, le zaï pour le reboisement des espaces semi-arides, l'actualisation des dates de semis et des pratiques agricoles, les techniques de maîtrise de l'eau pluviale, etc.

Le PARBCC a mis l'accent sur les Champs-Ecoles Paysans (CEP) en expérimentation dans le département pour la mise au point d'options pertinentes d'adaptation.

Formation des cadres techniques – Commune de Gogounou

Ensuite, les participants ont eu à réfléchir en ateliers de petits groupes sur les risques climatiques dans leurs zones et les stratégies endogènes d'adaptation qui sont déjà mises en œuvre par les populations ou potentielles pouvant aider à faire face à ces risques climatiques.



Les principaux risques climatiques ont fait l'objet d'un débat fort intéressant quand à leur importance relative en fonction des impacts enregistrés. Le principal risque ressorti est l'irrégularité prononcée des pluies associée à leur forte variabilité spatio-temporelle, viennent ensuite la baisse de la pluviométrie, les poches de sécheresse, les vents violents et les inondations surtout à Gogounou.

Travaux en groupe – Commune de Karimama

3. Intégration des options d'adaptation dans la planification du développement : cas des Plans de Développement Communaux.

Les Plans de Développement Communaux constituent le fil directeur du développement local. La première génération des PDC a été élaborée en 2002-2003 et n'intégrait pas l'adaptation aux changements climatiques. Cependant, l'environnement d'une façon globale avait été largement pris en compte à travers des actions spécifiques visant à réduire la pollution de l'environnement sous toutes ses formes.

Ce troisième module à l'endroit des élus locaux, cadres techniques, animateurs de territoire (ADT) et leurs assistantes, en charge de l'actualisation des PDC est destiné à explorer de façon participative la méthodologie pour une prise en compte effective de l'adaptation dans les PDC en cours d'actualisation.



Le processus d'actualisation engagé est dans sa dernière phase : les ateliers de concertation aux niveaux des arrondissements et de la commune sont les derniers diagnostics à réaliser avant la finalisation du document.

C'est dire que la formation organisée est venue avec un peu de retard mais qui peut être encore rattrapé. Le suivi et l'appui du projet sont requis pour les ateliers d'arrondissement.

Formation des techniciens de l'APIDA en charge des PDC - Kandi

Il faut aussi noter que les techniciens doivent maîtriser la manipulation des outils d'analyse de vulnérabilité. Mais compte tenu du temps limité restant pour la finalisation du processus, l'élaboration de la carte de vulnérabilité a été retenue. Cette carte permettra de déterminer de façon participative avec les populations, les risques climatiques et leur hiérarchisation, les zones à risques de forte occurrence et les impacts de ces risques, les mesures et stratégies d'adaptation actuelles et potentielles.

Les travaux de groupe effectués ont porté sur trois questions fondamentales à savoir : les risques climatiques, leurs impacts sur les conséquences majeures induites par ces risques et les actions contenues dans les PDC première génération et pouvant être considérées comme options d'adaptation. Concernant ce dernier point, on peut retenir :

- a) Aménagement des bas-fonds, retenues d'eau
- b) Gestion des inondations
- c) Actions de reboisement

- d) Réhabilitation et construction des infrastructures sociocommunautaires (pistes rurales, forages, puits, magasin de stockage, centre de santé,
- e) Réalisation des lotissements

La prise en compte de l'adaptation aux changements climatiques dans les PDC des communes de l'Alibori sera donc une réalité dans les prochains jours. Cependant, des efforts supplémentaires doivent être faits en termes de renforcement des capacités des agents (une formation ne suffit pas) et suivi du processus pour une meilleure atteinte des objectifs.

3. Les émissions radio en langue locale

Les émissions radios ont été réalisées afin d'informer et de sensibiliser les populations sur les changements climatiques et de donner quelques recommandations quand aux mauvaises pratiques qui engendrent la dégradation de l'environnement. Diffusées en langue locale Dendi pendant une durée d'une heure chacune, ces émissions ont permis aux populations d'avoir une meilleure compréhension des modifications observées ces dernières années au niveau du climat local et de prendre conscience de leurs responsabilités vis-à-vis de l'environnement.

4. Mise en place des comités de gestion des risques et sinistres liés au climat

Les comités de gestion des risques et sinistres liés au climat sont des organes de réflexion, de concertation et d'action pour anticiper la survenue des catastrophes naturelles et gérer les sinistres en cas de catastrophes.

Les premières réunions de prise de contact avec les autorités ont été également l'occasion de réfléchir sur les fonctions et attributions du comité ainsi que sur son mode de fonctionnement. Les réflexions ont porté sur :

1. la procédure d'installation
2. la structure organisationnelle du comité (membres, composition du bureau)
3. le fonctionnement (rôle, responsabilité de chacun des membres du bureau)
4. l'ancrage institutionnel
5. les actions prioritaires à mener et les moyens à mobiliser y afférents.

Les Comités Communaux de Pré-alerte et d'Adaptation aux changements climatiques (CCPA) mis en place par le PARBCC dans le cadre de ses activités ont servi également de porte d'entrée afin de voir comment faire en sorte qu'il ne s'agisse point d'un comité de plus qui va disparaître juste après sa création.

Les prochaines réunions permettront de mobiliser tous les acteurs impliqués et de réfléchir ensemble sur un mécanisme d'intégration et de pérennisation des comités bien avant même leur installation ou dynamisation dans certaines communes.

Conclusion

Les activités réalisées durant les 4 premiers mois ont permis d'informer, de former et de sensibiliser toutes les catégories d'acteurs impliqués dans le développement local dans le département de l'Alibori : élus locaux, cadres techniques des mairies, cadres techniciens en charge du développement agricole, de la protection de l'environnement, organisations faîtières des producteurs et les techniciens en charge de l'actualisation des PDC.

Le projet s'est appuyé sur la perception des acteurs face aux changements climatiques pour orienter les sensibilisations et on peut dire que les incidences sont de grande portée : tous les élus locaux sont mieux informés de la problématique et comprennent surtout qu'il ne s'agisse pas d'une fatalité mais plutôt des conséquences de nos mauvaises actions face à l'environnement. La durabilité est ressortie à travers la prise en compte de l'adaptation dans les PDC en cours d'actualisation dans toutes les communes du département et les comités de gestion des sinistres et risques liés au climat en cours également d'installation. Il faut souligner l'engouement de tous les acteurs face à ces activités qui viennent combler une réelle attente amorcée par le PARBCC et renforcée par le projet CC DARE.

Cependant des efforts doivent être faits pour un appui renforcé de ces activités afin de mieux capitaliser les acquis et de les étendre à d'autres départements. Les perspectives peuvent donc être regroupées en six points :

1. Initier les séries de formations à l'endroit des journalistes spécialistes des questions environnementales (réseaux de journalistes travaillant dans le domaine de l'environnement)
2. Descendre au niveau scolaire pour une sensibilisation des enfants face à ces questions pour une appropriation par les écoliers et élèves des gestes simples qui protègent l'environnement (plantation d'arbre, économies d'énergie...)
3. Accompagner les mairies dans la prise en compte de l'adaptation dans les PDC ainsi que dans la mise en œuvre des actions ciblées
4. Intégrer le fonctionnement des comités de gestion des risques et sinistres liés au climat dans le budget des mairies et autres structures d'appui
5. Promouvoir une collaboration institutionnelle multi-dimension afin de cerner tous les contours du problème
6. Étendre ces initiatives aux autres départements